



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Brisons le tabou

Discutons ouvertement des prix!

Aujourd'hui nous sommes face à une réalité crue: ou nous affirmons clairement et ouvertement ce que les familles paysannes devraient pouvoir obtenir comme rémunération pour leur travail précieux, ou nous laissons, sans regret, le nombre de fermes diminuer.

Il ne s'agit plus de tergiverser ou de se voiler la face. Quand plus de 2'000 exploitations disparaissent par année en Suisse, soit 6 par jour, et que chez nos voisins européens - qu'on nous demande de rejoindre à grandes enjambées - on frôle la disparition d'une exploitation toute les 3 minutes, il faut agir. On ne pourra pas nous reprocher de ne pas avoir tiré la sonnette d'alarme.

En Suisse, dans les conditions socio-économiques dans lesquelles nous évoluons, le lait devrait être payé entre 1.-/litre et 1.10.-/litre pour couvrir les coûts de production et rémunérer équitablement le travail de la famille paysanne. En ce qui concerne le blé, le prix devrait se situer à 1.-/kg.

C'est un objectif, que nous n'atteindrons peut-être pas demain matin, mais que nous devons absolument fixer. Il faut clairement dire à la société que si nous voulons avoir une agriculture diversifiée, à dimension humaine, il faut une juste rémunération. Il ne s'agit pas de se projeter dans dix ans pour savoir combien d'exploitations il restera. Cette question se pose déjà pour les 6 mois à venir. Prenons le lait, combien sont-ils les producteurs à se demander s'ils ne vont pas changer de production, voire même mettre la clé sous le paillason?

A ceux qui se disent que cela fera peut-être un peu de place pour ceux qui tiendront le choc, rappelons qu'il y a 15 ans, il y avait encore 90'000 exploitations. Il y en a moins de 60'000 aujourd'hui.



Vente de pain, de farine et de lait à un prix équitable sur le marché de Genève.

Est-ce que ceux qui sont encore là s'en portent mieux? La Confédération Paysanne avait un slogan qui sonnait juste: «Nous voulons des voisins, pas des hectares». A trop vouloir pressurer les revenus et salaires, à trop vouloir augmenter voire industrialiser la production, il n'y aura pas d'autres conséquences qu'une dégradation de la qualité des produits comme des conditions de vie.

Comme le disait un producteur lors de la journée du 17 avril, ce thème ne concerne pas que l'agriculture, mais l'ensemble de la société. Tout un chacun doit se réapproprié le débat de l'agriculture et de l'alimentation. Nous n'en sommes plus à une lutte corporatiste, il faut engager la discussion avec la société. A priori, les citoyen-ne-s sont sensibles à cette question. Il ne faut pas avoir peur de dire ce qu'il faut pour garantir la survie des fermes

dans notre pays. Il ne faut pas craindre de revendiquer des droits qui sont aussi triviaux que le droit à une qualité de vie. Dire qu'il faut arrêter la spirale de la baisse des prix. Parce que si elle touche en premier lieu les familles paysannes et leurs employés, elle atteindra inévitablement l'ensemble des employés de la filière agro-alimentaire.

A Uniterre, nous voulons une filière qui soit vivante et rémunératrice pour l'ensemble des forces de travail qui s'y investissent. Nous avons aujourd'hui une série d'arguments forts pour convaincre les citoyens de la justesse de ces enjeux. N'ayons crainte d'aller à leur rencontre. C'est ensemble que nous renverserons le rapport de force!

Uniterre



Marché laitier

Mobilisations

Page 2



Luttes paysannes

Reflets

Pages 3, 4, 5



Jeunes

Reclaim the fields

Page 6



Climat

Après Kyoto, le déluge?

Page 8

MARCHÉ LAITIER

Des milliers de producteurs manifestent dans toute l'Europe

Le 29 avril, des milliers de producteurs laitiers européens de l'European Milk Board (EMB) manifestent tous ensemble accompagnés de leurs vaches dans plus de 10 pays pour revendiquer une régulation flexible des volumes.

«Une régulation flexible des volumes pour des prix de lait justes», tel est le message qu'adressent le 29 avril les producteurs laitiers aux décideurs de leur pays et de l'UE au cours de manifestations qui se déroulent dans toute l'Europe. Ils défilent avec tracteurs et vaches entre autres devant les parlements et les offices de l'agriculture pour venir appuyer leur revendication.

Les pays qui ne sont pas membres de l'EMB ont également prévu des actions pour ce jour-là. En République Tchèque par exemple, les producteurs laitiers organisent une marche de protestation pour attirer l'attention sur la situation catastrophique du secteur laitier. Dans toute l'Europe, les prix du lait ne cessent de baisser et entraînent un écart de plus en plus grand entre le prix payé au producteur et les coûts de production. Ainsi en mars, les producteurs au Danemark ont obtenu environ 24,5 centimes d'euro par litre (4,2% M.G., 3,4% protéines) et aux Pays-Bas entre 17 et 22 centimes par litre (4,2% M.G., 3,4% protéines).

La responsabilité de la politique

Pour le président de l'EMB, Romuald Schaber, la responsabilité en revient de toute évidence à la politique: «elle peut et doit créer des conditions cadres qui permettent d'adapter l'offre en lait à la demande». Dans sa revendication pour une politique agricole équitable, l'EMB trouve aussi le soutien des associations de défense des consommateurs

ainsi que de nombreuses organisations issues des domaines en politique de développement et en protection de l'environnement. Avec ses mauvaises décisions prises ces derniers mois, le pouvoir politique est en grande partie responsable de la situation catastrophique actuelle du marché laitier et de la chute dramatique des prix du lait qui l'accompagne. Il faut à présent prendre des décisions qui puissent durablement résoudre le problème et empêcher un effondrement du marché laitier. «Les leçons à renfort de phrases néolibérales ne sauraient apporter de solutions. Elles ne font que montrer qu'il manque à la politique une vue d'ensemble de toute la situation» déclare Sieta van Keimpema, vice-présidente de l'EMB. L'alliance d'un déploiement incontrôlé du marché et de mesures d'intervention discutables telle qu'on l'a connue jusqu'ici remet en question une production laitière équitable et de haute qualité.

Le 29.4.2009, les producteurs laitiers européens qui sont regroupés au sein d'EMB ainsi que leurs collègues des autres pays disent ensemble NON à la politique de dumping pratiquée jusqu'ici et OUI à une gestion politique responsable de la situation catastrophique du marché laitier:

Une régulation flexible des volumes pour des prix de lait justes!

EMB

Pour des raisons de délais de rédaction, l'action qui se déroule en Suisse sera relatée dans le prochain journal.

L'agonie des paysans a assez duré!

*Lettre ouverte
au Président de la Confédération
M. Hans-Rudolf Merz
Chexbres, le 10 avril 2009*

En ce jour de Vendredi Saint, les chrétiens se souviennent de l'agonie et de la mort du Christ. Or ces derniers jours, deux excellentes émissions de télévision («La bataille du lait», Arte, mardi 7 avril; «Qui paye les prix cassés?», Temps présent, TSR1, jeudi 9 avril) ont rappelé avec force l'agonie et la «mort» de nombreux paysans de Suisse, d'Europe et du Monde. Depuis des années, Uniterre et Via Campesina notamment, n'ont cessé de nous alerter sur cette lente et inacceptable agonie.

Alors que les bénéficiaires des grands distributeurs (comme Migros et Coop) et des multinationales de l'alimentation (comme Nestlé) ne cessent d'augmenter et atteignent des sommets se chiffrant en milliards de francs, le niveau de vie de nombreux paysans de Suisse et du Monde ne cesse de se dégrader. Faut-il le rappeler? Trois quarts des 800 millions de personnes ayant faim aujourd'hui sont des agriculteurs (principalement du Sud). Et de plus en plus d'agriculteurs du Nord vivent dans une grande nécessité. Tout cela est inacceptable. D'autant plus que ce n'est pas une fatalité.

Certes, le système économique et agricole-national, régional et mondial est d'une très grande complexité et les rapports de force ne jouent pas en faveur des petits producteurs. Mais comme l'affirme si bien la Constitution fédérale commençant par «Au nom de Dieu Tout-Puissant!»: «la force de la communauté se mesure au bien-être du plus faible de ses membres» (Préambule). Et aujourd'hui, parmi les plus faibles se trouvent nos agriculteurs.

Nous demandons dès lors que soit constitué un groupe de travail (romand, dans un premier temps?) rassemblant des représentants de tous les acteurs sociaux concernés: le monde de la paysannerie, les grands distributeurs, des entreprises agroalimentaires, la Fédération romande des consommateurs, le monde des Eglises et des Oeuvres d'entraide, des chercheurs du monde universitaire, des journalistes concernés et des représentants du monde politique.

Selon la foi chrétienne, l'agonie de Vendredi Saint est suivie par la joie de Pâques. Dans la plus grande des impasses, un Passage est possible. Nous croyons que l'agonie de nos agriculteurs a assez duré et qu'un passage dans l'impasse est possible.

*Avec nos salutations distinguées,
Professeur Shafique Keshavjee
Pasteur François Rosselet*

Il est temps!

Producteurs de lait de toute la Suisse, il est temps de vous unir.

En automne 2008, j'ai visité le centre de distribution de fromage de la Migros. J'ai écouté son directeur, M. Gilles Oberson. Celui-ci est fier des progressions de son groupe, il n'hésite devant aucune pression pour conforter ses positions sur le marché du lait. Pourtant, j'ai senti qu'il avait peur. Peur que vous vous fédériez derrière des revendications claires, peur que la grève de 2008 vous conforte dans la solidarité et la lutte pour vos droits.

M. Gilles Oberson a répété à plusieurs reprises que les grévistes du lait étaient des «terroristes». A ces mots, j'ai été choqué, pourtant je n'ai pas réagi, pourquoi?

Terroristes n'a pas été dit au hasard par ce directeur, traiter l'autre ainsi le stigmatise, le déshumanise, il n'est plus un producteur de lait qui lutte pour la survie de son exploitation, pour ses valeurs et ses traditions, non, c'est un terroriste, vil, prêt à tout pour l'indéfendable.

Alors, vous qui avez fait grève, vous qui n'avez pas fait grève, aujourd'hui il est temps de partager tout ce qui vous rapproche et de débattre de tout ce qui vous sépare, pour que demain, la gestion de la production du lait soit aux mains des producteurs.

*Yves Batardon, viticulteur et
encaveur à Soral*

Dépliant: Brisons le tabou-prix aux producteurs, prix aux consommateurs

A l'occasion du 17 avril, un dépliant de 6 feuillets a été édité par Uniterre.

Vous pouvez passer commande auprès du secrétariat en précisant le nombre d'exemplaires souhaité!

A utiliser pour toute occasion auprès de collègues ou consommateurs!
info@uniterre.ch 021 601 74 67



InterLock
Le confort par excellence

TAPIS CAOUTCHOUC

- ✓ Etables & stabulations
- ✓ Renovations et neuf
- ✓ Sans comparaison avec béton/asphalte
- ✓ Antiglis et isolant
- ✓ Devis sans engagement

LGC SA - CP 48 - 1627 VAULRUZ
☎ 026 913 79 84
✉ swiss@animat.ca www.animat.ca

JOURNÉE DES LUTTES PAYSANNES

Célébration de la journée des luttes paysannes haute en couleur en Suisse

Chaque année, plus de 2'000 fermes disparaissent en Suisse, soit 6 par jour. Ces mutations dans notre agriculture sont le fait des politiques agricoles toujours plus libérales et des rapports de force inégaux sur les marchés!

Depuis de nombreuses années, Uniterre lutte pour une agriculture de proximité qui permette de rémunérer correctement les familles paysannes et les travailleurs agricoles, tout en répondant aux attentes sociales et écologiques des habitants de ce pays.

Si des efforts importants ont été accomplis sur le plan environnemental, on constate qu'en ce qui concerne la rémunération, la situation ne s'améliore pas; bien au contraire! En 15 ans, les prix aux producteurs ont baissé de 28% alors que les prix aux consommateurs ont augmenté de 15%.

Du cornichon... tout un symbole

Au delà des chiffres globaux, ce sont certains types de productions qui sont particulièrement touchés. Les cornichons ne sont produits plus que par huit familles paysannes en Suisse. Cette culture qui demande beaucoup de travail, n'arrive plus à «régater» avec l'étranger, particulièrement l'Inde où l'industrie suisse a petit à petit délocaliser nos champs... et nos usines. Résultat: des indiens ne-s cultivent et mettent en bocal nos cornichons (qu'ils trouvent immangeables) et exportent vers chez nous ce haut symbole de la gastronomie suisse. Cucurbitacées qui sont constituées de 90% d'eau! Une aberration que le Lopin Bleu et Bio Neuchâtel ont illustré de manière humoristique.



Supercornichon investit les rues de Neuchâtel un 17 avril 2009...
Photo: Antoine Ducommun

Pour Jean-Bernard Steudler, président du Lopin bleu, cette manifestation vise à faire réfléchir les gens sur leur consommation alimentaire. «Le consommateur peut agir sur ces problèmes en achetant des produits locaux et de saison». Cette action cherche à «rebocaliser» notre production de cornichon, à savoir par qui, comment et où un produit a été cultivé. Elle a eu un franc succès tant auprès de la population - qui a été invitée à préparer les plants de cornichons pour un semis qui aura lieu au mois de mai - qu'auprès des médias. Tout au long de la saison du cornichon neuchâ-



Le Lopin Bleu et Bio Neuchâtel ont été les chevilles ouvrières de l'Opération cornichons.
Photo: Antoine Ducommun

telois, des activités grand public seront organisées. Les détails des événements qui se succéderont sont à trouver sur le site du Lopin Bleu: www.lopinbleu.ch.

Ventes à prix équitables

Autre aspect de la souveraineté alimentaire qui a été abordé lors de cette journée des luttes paysannes, c'est celui de la nécessité d'obtenir des prix qui couvrent les coûts de production. A Genève, à Neuchâtel (encore!) et à Delémont, les sections d'Uniterre se sont mobilisées pour thématiser cette problématique.

C'est avec l'appui d'un dépliant sur les prix publié par Uniterre- avec le soutien de l'Affaire TourneRêve- que les producteurs sont allés à la rencontre des consommateurs. Le 17 avril à Neuchâtel, le 18 avril à Delémont et le 25 avril à Genève, des ventes de lait et de farine à un prix équitable ont été menées. Les discussions avec les consommateurs ont été très positives; l'accueil du public était chaleureux. Cette journée des luttes paysannes a été l'occasion

de lancer «officiellement» ce dépliant que nous comptons pouvoir distribuer largement. Il sera mis à disposition de tout ceux qui souhaitent le promouvoir. Une version électronique est disponible sur le site d'Uniterre sur la page «luttes paysannes».

Le travail effectué en amont par Uniterre a démontré qu'il était possible de rémunérer de manière équitable les familles paysannes tout en garantissant que les denrées alimentaires restent accessibles aux faibles revenus. Il s'agit donc de briser un tabou ancré tant dans l'esprit des consommateurs... que dans

des 1.10.-/litre au producteur. Avec un prix de 1.10.-/l il serait ainsi possible de rémunérer le travail de la famille à environ 40.-/h et de couvrir les coûts de l'exploitation. Ces 40.-/h servent à couvrir les dépenses familiales n'étant pas liées à l'exploitation agricole: la prévoyance professionnelle, les cotisations sociales, les impôts, les assurances maladie, accident, RC etc. S'ajoutent les coûts de la santé, comme toutes les autres dépenses courantes tels que l'alimentation, les boissons, l'habillement, l'électricité, les télécommunications, les transports, la restauration ou l'hôtellerie.

Lait équitable
Un prix rémunérateur de 1.10.-/l pour le lait engendrerait une hausse annuelle des dépenses par habitant pour le lait de 35.-. Pour un salaire plutôt bas de 4'400.-/mois, cela correspond à 86 minutes de travail par an.

Nous avons fait un calcul comparable pour le blé. La commission grandes cultures et viande d'Uniterre s'est également penchée sur le dossier.

Blé équitable
Un prix rémunérateur de 1.-/kg pour le blé engendrerait une hausse annuelle des dépenses par habitant pour le pain de 20.-. Pour un salaire mensuel de 4'400.-, cela correspond à 47 minutes de travail par an.

celui des producteurs.

Pour deux produits, le lait de consommation et le pain, la démonstration a été faite. Une hausse pourrait être «absorbée» par le consommateur. Pour les autres produits, les distributeurs peuvent faire leur part d'effort en réduisant leurs marges largement surfaites.



Vente de farine et moulin au coeur de Genève.

Depuis plusieurs années maintenant, Uniterre revendique un prix du lait à 1.- permettant de couvrir les coûts. Nos calculs démontrent que ce montant est le minimum à revendiquer et que le prix devrait plutôt se situer autour

Il est donc possible, de fournir des aliments de qualité, de proximité, en suffisance, en rémunérant correctement les personnes qui travaillent la terre, tout en garantissant que ces aliments restent accessibles à tous les budgets. Alors, pourquoi s'en passer?

Valentina Hemmeler Maïga



Vente de lait en ville de Genève le 25 avril 2009.

LUTTES PAYSANNES

Pour faire du blé, il faut soigner le «vrai capital»!

La crise alimentaire ne fait plus les titres des journaux, mais elle s'est aggravée, puisque 1 milliard de personnes sont actuellement sous-alimentées. 80% de ces personnes sont des paysans (60%) ou des travailleurs agricoles sans terre (20%). Le monde se trouve plongé dans une crise financière, d'une étendue inégalée depuis les années trente. Bien plus de 1'000 milliards de deniers publics ont déjà été injectés pour sauver un système financier malade de son avidité incommensurable. En Suisse, la Confédération a mis en route un plan de sauvetage de l'UBS de 68 milliards de francs suisses...

L'ampleur de cette action de sauvetage supportée par la collectivité n'a cependant pas freiné l'appétit des banques et le château fort idéologique de leur liberté de spéculer et leur soif de dérégulation des marchés...

En accordant au FMI et à la Banque mondiale la responsabilité d'assurer les opérations de crédit aux pays violemment frappés par la crise (allant jusqu'à décider une augmentation de 750 milliards de dollars des ressources du FMI), le G20 remet en selle deux institutions largement discréditées par les échecs de leurs politiques. Cette réhabilitation s'opère sans engagements satisfaisants quant à leur réforme interne ou au changement de cap de leur politique, ni leur intégration dans le cadre institutionnel et légal du système des Nations Unies.

Le G20 n'offre aucun engagement précis pour mettre fin à la dictature des marchés financiers, via des instruments de contrôle public ou de régulation. Les banques et établissements financiers devront être sauvés par tous les moyens, au prix du financement public, sans aucune contrepartie garantie aux populations (crédits, services bancaires...). Aucune mesure d'interdiction de la spéculation sur les matières premières n'est envisagée.

L'aide publique engagée n'est cependant qu'une fraction du prix que les collectivités payeront pour éclairer la lanterne de la main invisible du marché censée générer le bien-être commun. L'autre partie de la facture se compte en destruction de forêts, en érosion des sols, en perte de la biodiversité, en réchauffement climatique et en conséquences sociales telles que le chômage, la faim et la misère, fruits de la globalisation des marchés et de l'industrialisation de la production agricole.

En Suisse, dans un registre idéologique voisin, le Conseil fédéral fait preuve d'une irresponsabilité dangereuse qui fait porter un risque très grave à la population suisse par la voie d'un accord de libre-échange agricole avec l'UE. La responsabilité des accords de libre-échange dans la dérégulation financière et la multiplication des produits et des pratiques spéculatives à risque n'est nullement remise en cause. Ce projet d'accord est en contradiction fondamentale avec un développement économique pragmatique et met en péril notre souveraineté alimentaire, menaçant directement 50% de la production agricole suisse.

C'est dans ce contexte et à l'occasion de la journée internationale des luttes paysannes qu'Uniterre a décidé d'apporter son grain à la recapitalisation de l'édifice bancaire. Ainsi nous avons symboliquement déversé une brouette de fumier et de terre et posé du blé et des plants de pommier devant l'UBS afin d'affirmer que le crédit et le commerce, doivent être soumis à une règle imposant le respect des droits et de la dignité de la nature vivante et des personnes. Nous voulons valoriser les vraies valeurs de cette terre et non du

supplémentaires dans la pauvreté. Entre octobre 2007 et avril 2008 les prix pour le riz et le blé ont augmenté de plus de 125% en un an. A la fin de l'année plus que 90% des transactions de la bourse du blé de Chicago ont été virtuelles. Quand les effets de la crise des prêts hypothécaires ont commencé à se manifester vers la fin 2007, les investisseurs ont cherché des valeurs plus sûres et ont commencé à spéculer massivement sur les prix du pétrole, des matières premières et des productions agricoles. Ce qui a causé une hausse

spectaculaire (150%) de ces prix. La chute des prix (-50%) à partir du mois de juillet 2008 a été tout aussi rapide avec l'aggravation de la crise financière, quand les investisseurs se sont tournés vers des valeurs refuges: les papiers du trésor public états-unien. En moyenne les prix sont aujourd'hui encore supérieurs de 19% à la moyenne de 2006.

Les mécanismes spéculatifs créent une distorsion des prix, une forte volatilité, induisent des dysfonctionnements des marchés et amènent périodiquement à des bulles spéculatives. Il faut faire une distinction très nette entre l'activité bancaire d'investissement et l'activité spéculative. Cette dernière ne se traduit pas par des investissements dans l'économie réelle mais dans le développement d'un commerce de titres. L'économie financière représente aujourd'hui un multiple de 44 de la valeur de la production de biens et de services! Il est urgent de formuler des politiques contre cette spéculation. Parmi les instruments qui existent, il y a la garantie des prix minimum fixés par les collectivités ou des assurances mutuelles producteurs-consommateurs. Il faut empêcher les hedge funds, et autres modèles hautement spéculatifs, comme la vente à terme, le marché des dérivatifs (OTC, Index funds), d'accéder au marché alimentaire. Une mesure simple consiste à créer un registre d'accès pour les places boursières avec



Devant l'UBS à Genève, différentes prises de paroles, dont celle de Rudi Berli.

vent spéculatif.

Par cette action nous voulons rappeler que le seul véritable capital, qu'il faut multiplier et choyer est celui qui nous est fourni par la nature et le travail.

Les politiques de libre-échange menées sous la bannière de l'OMC ouvrent la voie à l'insécurité alimentaire et à la volatilité des prix et au dysfonctionnement du marché. En Suisse comme dans les autres pays du monde nous avons besoin d'un marché régulé et stable qui permet d'assurer la sécurité alimentaire dans le cadre du respect de l'environnement et des conditions sociales de travail. Le droit à la souveraineté alimentaire doit devenir la règle qui doit gouverner les échanges commerciaux de biens alimentaires!

La spéculation financière sur les productions alimentaires

L'année passée nous avons assisté à un phénomène important de spéculation qui a poussé 120 millions de personnes



Devant l'UBS à Genève, des paysans bien inspirés ont déposé panneaux, terre et fumier à l'entrée de la succursale.

LUTTES PAYSANNES

une régulation adéquate.

La spéculation sur les terres agricoles

(suite page 4). Actuellement cinq pays se distinguent par l'importance de leurs acquisitions de terres arables à l'étranger: la Chine, la Corée du Sud, les Emirats Arabes Unis, le Japon et l'Arabie Saoudite. Ensemble, ils disposent aujourd'hui de plus de 7,6 millions d'hectares à cultiver hors territoire national, soit l'équivalent de 5,6 fois la surface agricole utile de la Belgique. Le phénomène d'accaparement des terres n'est certes pas nouveau, remontant aux premières colonisations. Mais, de l'avis

La planète compte aujourd'hui 2,8 milliards de paysans (sur une population totale de 6,7 milliards d'habitants). La concentration du foncier débouche sur des conflits entre les petits paysans et l'agrobusiness qui exploite pour exporter. Outre les conséquences néfastes sur la fertilité des terres cette politique accentuera les phénomènes migratoires et l'exode rural. En Suisse, le foncier rural est également sous pression constante, chaque année 2'700 ha de terres agricoles sont recouvertes de constructions. Les terres agricoles doivent être préservées et soustraites à la spéculation et en Suisse les surfaces d'assolement doivent être maintenues

La résistance des paysans et des paysannes s'étend à travers le monde

Les organisations paysannes, d'ouvriers et ouvrières agricoles, de paysans et paysannes sans terre, de femmes et jeunes ruraux se mobilisent le 17 avril pour la Journée internationale des luttes paysannes. Cette année, plus de cent actions telles que des manifestations, du théâtre de rue, des projections de vidéos, des actions directes, des conférences, des expositions d'art, des marchés d'aliments locaux, des publications, des échanges... sont organisées par le mouvement paysan international La Via Campesina, ainsi que par ses amis et alliés.

Au Brésil, des occupations de terre ont déjà eu lieu dans plus de 11 Etats pour réclamer l'installation de 100'000 familles appartenant au Mouvement des paysans sans terre (MST) et pour dénoncer l'augmentation de chômage causé par l'agro-industrie et la crise économique. Dans l'Etat espagnol, diverses mouvements organisent une vingtaine d'activités, dont une grande manifestation contre les OGM à Zaragoza.

La 13^{ème} édition de cette journée internationale des luttes paysannes se déroule alors que le monde est secoué par une multi-crise globale qui affecte l'alimentation et l'agriculture, mais également l'environnement ainsi que toute la vie financière et économique.

Entre temps, la résistance des peuples est en train de croître partout et le mouvement pour la souveraineté alimentaire gagne en reconnaissance à beaucoup de niveaux de la scène politique et sociale. En quelques semaines seulement, le mouvement global a remporté d'importantes victoires. Le 30 mars dernier, les négociations pour l'accord de libre échange entre l'Amérique Centrale et l'Union Européenne ont échoué après que le Nicaragua ait quitté la table de négociations sous la pression de mouvement sociaux, notamment des membres de la Via Campesina. Cet accord pousse à davantage de libéralisation du commerce, alors que la crise actuelle révèle les dangers qu'encourt la planète lorsqu'elle est dirigée par des empires commerciaux.

Le 6 avril, Via Campesina s'est adressée à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York sur la crise

alimentaire globale et le droit à l'alimentation. Henry Saragih, coordinateur général du mouvement paysan a réclamer l'adoption d'une Déclaration sur les droits des paysans et des paysannes par les Nations Unies.

Le 14 avril, le président bolivien Evo Morales et 2'000 sympathisants ont mis fin à une grève de la faim après avoir obtenu ce qu'ils demandaient: le vote par le congrès d'une nouvelle loi électorale qui reconnaît l'importance des communautés indigènes dans le pays.

Le même jour, la ministre de l'agriculture allemande Ilse Aigner a annoncé l'interdiction de la mise en culture et de la vente du maïs génétiquement modifié de Monsanto (MON 810) dans le pays. De nombreuses organisations à travers le monde luttent depuis plus de dix ans contre les semences transgéniques qui ne bénéficient qu'aux multinationales et qui détruisent les moyens d'existence des paysans et paysannes, les communautés rurales, ainsi que l'environnement et la santé des consommateurs.

«Ces victoires récentes montrent que le vent est en train de tourner et que le temps est venu de rediriger les politiques alimentaires vers la production locale d'aliments et vers l'agriculture durable» a déclaré Henry Saragih. A l'occasion de la Journée internationale des luttes paysannes, La Via Campesina réaffirme que l'agriculture paysanne doit remplacer l'agriculture industrielle destinée à l'exportation afin de garantir des réserves alimentaires stables, l'emploi à travers le monde, la protection de l'environnement, et bien sûr, une nourriture saine pour tous et toutes.

La Via Campesina, Djakarta
17 avril 2009



de nombreux observateurs, économistes et ONG, il s'accélère.

La flambée des cours des matières agricoles de 2007 et 2008, à l'instar de ce qui s'était passé lors de celle des années 1970, a décidé beaucoup d'investisseurs privés à se tourner vers le foncier. Avec la débâcle financière actuelle, toutes sortes d'acteurs de la finance et de l'agro-alimentaire - fonds de retraite, fonds spéculatifs, etc. - ont abandonné les marchés dérivés, et considèrent que les terres agricoles sont devenues un nouvel actif stratégique.

Ils ne sont pas les seuls. De nombreux Etats font la même analyse, pas pour trouver des sources de plus-values, mais pour des raisons de sécurité alimentaire. Le but est clairement de parer aux conséquences d'une stagnation de leur production intérieure provoquée, entre autres, par une urbanisation galopante et la diminution des ressources en eau. Ce mouvement concerne aussi l'Europe. Selon l'hebdomadaire «La France agricole», 15% de la surface totale de la Roumanie, soit plus de 15 millions d'hectares, seraient entre les mains de propriétaires originaires d'autres pays européens.

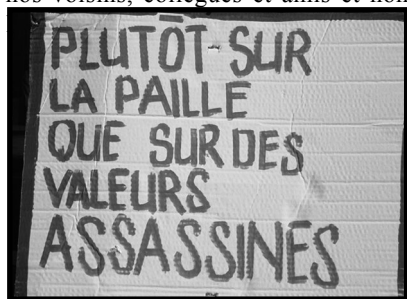
Quid des populations locales directement menacées par cette marchandisation de la terre dont elles vivent?

et mieux contrôlées pour garantir une production agricole de proximité. La préservation des sols et l'accès à la terre pour l'agriculture familiale doit devenir une préoccupation (installation des jeunes, agriculture en zone péri urbaine). Au niveau international, comme au niveau européen et suisse, le développement d'une politique agricole moderne, favorisant la production paysanne est plus que jamais d'actualité.

Pour cela, le droit à la souveraineté alimentaire et à l'alimentation doit être reconnu par la Suisse et inscrite au niveau international.

Avant la rémunération du capital il faut rémunérer le travail. C'est pour cela que nous exigeons une régulation des marchés permettant d'obtenir des prix rémunérateurs pour les denrées essentielles de nos économies, c'est-à-dire les produits alimentaires et agricoles.

Nous voulons nourrir l'estomac de nos voisins, collègues et amis et non



Plus d'informations sur les luttes paysannes

Dans le monde:
www.viacampesina.org
En Europe:
www.eurovia.org
En Suisse:
<http://www.uniterre.ch/Dossiers/JourLuttePaysanne.html>

Reclaim the fields - Réclamons les champs

Reclaim the fields est un groupe de jeunes paysans ou futurs paysans qui existe officiellement depuis le mois de novembre 2008, même si ses membres se rencontrent déjà depuis l'été 2007. Suite à plusieurs réunions réparties sur un an et demi, le temps est venu de communiquer un peu et de présenter qui nous sommes.

L'idée de former un groupe de jeunes au niveau européen est née pendant le contre-G8 à Rostock en juin 2007. La coordination européenne de Via Campesina souhaitant voir se créer un groupe de jeunes au niveau européen, une première réunion a eu lieu au Pays Basque à l'occasion d'un week-end organisé par EHNE (l'organisation paysanne basque), en novembre 2007. L'information a été diffusée par les organisations nationales (Uniterre pour la Suisse) et nous nous sommes retrouvés à onze personnes venant de Belgique, d'Allemagne, d'Autriche, de Suisse, de France et du Pays Basque.



Rencontre 2007 au Pays Basque.

Le constat principal de cette rencontre a été que les problèmes auxquels les jeunes doivent faire face dans leur pays respectifs sont pratiquement les mêmes partout en Europe. Ces problèmes sont principalement:

- l'accès à la terre, beaucoup de jeunes voulant devenir paysans ne sont aujourd'hui pas en lien direct avec la terre et ceux qui la possèdent,
- les formations agricoles, qui ne dispensent trop souvent que la vision productiviste de l'agriculture et taisent les alternatives à cette dernière.

A l'issue de ce premier week-end, partant du constat que certaines organisations membres de Via Campesina n'ont pour membres que des paysans déjà installés et n'acceptent pas en leur sein les nombreux jeunes «non installés» mais fortement impliqués dans les luttes paysannes, il a été décidé que l'affiliation à une organisation membre de Via Campesina n'était pas strictement nécessaire pour participer au groupe des jeunes européens. Il a également été décidé qu'un camp serait organisé parallèlement au forum social européen à Malmö, en Suède en 2008, et qu'un réseau de fermes qui pourrait accueillir des jeunes et les former de manière directe à l'agriculture paysanne allait être mis en place.

En septembre 2008, l'organisation et la réalisation du camp de Malmö furent l'occasion de s'essayer à une manière alternative de se rencontrer et d'agir ensemble, ainsi qu'une façon de renforcer le groupe européen encore naissant.

150 participants ont pu construire cette semaine de manière autogérée (cuisine commune, gestion de la vie du camp commune, etc.) et participer chaque jour à des ateliers thématiques qui étaient axés au maximum sur l'aspect pratique (fabrication de fromage, ateliers de permaculture, comment monter une coopérative maraîchère, etc.).



Les jeunes de différents continents lors de la conférence internationale de La Via Campesina à Maputo au Mozambique en 2008. Lors d'une «mystica».

En octobre 2008, une poignée d'entre eux ont pu participer à la 5^{ème} conférence internationale de Via Campesina au Mozambique, lors de laquelle la 2^{ème} conférence des jeunes eut lieu. Cette semaine fut une occasion unique de rencontrer des jeunes paysans de tous les continents et d'échanger nos expériences avec les leurs. Une fois encore, même constat: l'accès à la terre et la formation technique et politique des jeunes paysans sont partout mis à mal et partout l'envie est de lutter pour reprendre prise sur ces deux axes essentiels, même si d'autres thèmes furent également abordés: problèmes des migrations des paysans du Sud vers le Nord et des campagnes vers les (bidon)-villes, criminalisation des mouvements sociaux, politiques agricoles, etc. Encore une fois, une rencontre mondiale a permis de réaffirmer notre envie d'agir au niveau européen dans une conjoncture qui nous est propre. Comme partout ailleurs dans le monde, notre souveraineté alimentaire nous appartient et celle des autres continents en dépend!

L'année 2008 s'est terminée par une rencontre en Belgique, où nous avons pu enfin nous structurer, affirmer notre envie de lutter ensemble pour le droit

des jeunes à cultiver la terre, se lier fortement aux luttes paysannes de la Via Campesina tout en gardant notre autonomie structurelle et finalement proposer une plateforme d'échanges qui permette aux jeunes européens de se former en petits groupes locaux dans leurs pays respectifs. A l'issue de ce week-end chargé, c'est tout

des savoirs paysans entre jeunes qui démarrent et vieux qui arrêtent, nous voulons des échanges entre jeunes des villes et des campagnes, nous voulons une terre vivante et des cultivateurs partout! Réclamons les champs!

Et en Suisse ?

Pour le moment, trois personnes liées à l'agriculture contractuelle de proximité ont participé à ces réunions européennes et notre groupe régional est basé entre Genève-ville et Genève-campagne. La proximité des deux permet des liens forts et des rencontres régulières. Un petit réseau commence à faire des rhizomes dans le canton de Vaud et nous aimerions voir se créer un réseau de petits groupes dans toute la Suisse Romande et dans le reste du pays.

Notre groupe est formé de jeunes qui travaillent la terre, à temps plein ou à temps partiel, ayant eu une formation agricole ou non. Il s'est créé par affinité. Nous sommes tous ou presque fils et filles de citadins et n'avons donc eu que peu de transmission des savoirs paysans. Ceux qui ont eu la chance de faire des études agricoles ou agronomiques sont restés sur leur faim, ayant surtout appris à devenir des «gestionnaires» «d'exploitations agricoles» ou des «techniciens» en cultures hors-sol. Nous voulons autre chose. Nous voulons produire des aliments sains, issus de modes de cultures respectueux de la nature. Nous voulons habiter et faire vivre les campagnes avec ceux qui sont les héritiers des terres et des savoirs paysans. Nous voulons vivre de ce métier et le faire vivre, en maintenant et en développant une paysannerie qui s'inscrit dans une économie locale.

Concrètement, notre première action est donc de se rencontrer régulièrement pour échanger nos savoirs et pour apprendre ensemble et avec l'aide d'intervenants sur des sujets variés aussi bien pratiques (étude du sol, apiculture, production de semences) que théoriques (histoire de l'agriculture, politique agricole, problématique autour des semences).

Un groupe est également en train de se constituer pour travailler sur la problématique de l'accès à la terre en Suisse. Si nous sommes plus nombreux, nous pourrions plus facilement attaquer ce problème et agir en conséquence. Le temps presse, toute contribution est donc bienvenue!

Irène Anex, Naïma Drissi et Aloïs Poncet

Contact: Irène Anex
wendkuni@hotmail.com
www.reclaimthefields.org
(site en construction)

naturellement que nous avons trouvé un nom qui nous rassemble: «Reclaim the fields» (Réclamons les champs en français), slogan qui vient d'un mouvement urbain de réappropriation des villes par leurs habitants (Reclaim the streets/Réclamons les rues) et que nous avons détourné afin de montrer qu'aujourd'hui, nous voulons rallier les villes et les campagnes et nous réapproprier ensemble notre alimentation.

Notre dernière réunion a eu lieu en Hollande du 20 au 22 mars 2009. Elle fut l'occasion d'évoquer le développement et les activités des différents groupes régionaux, de mettre en place notre site Internet et d'organiser un nouveau campement pour l'automne 2009. Ce camp qui durera une semaine sera un moyen de rassembler les jeunes autour de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire. Des jeunes paysans viendront parler de leur expérience d'installation en agriculture, de leurs problèmes et des moyens qu'ils ont utilisés pour les surmonter, afin de permettre aux participants de venir avec des envies, des questions et de repartir avec des réponses concrètes!

Nous voulons que le démantèlement de l'agriculture cesse, nous voulons plus de paysans, nous voulons une transmission

De Reckenholz à Pully, pour une agriculture souveraine sans OGM

Le printemps circule dans notre corps et de nouvelles feuilles et fleurs apparaissent partout. Et entre toutes sortes d'herbes poussera aussi, cette année, du blé OGM en deux lieux de Suisse: dans les stations de recherche de Pully (Lausanne) et de Reckenholz (Zurich) deux essais en plein air de blé OGM auront lieu. Il est donc plus qu'urgent d'étudier à nouveau ce sujet.

Les essais font partie du programme national de recherche (PNR 59) et sont réalisés par l'EPFZ et par l'Université de Zurich. Le PNR 59 est censé apporter, à la Suisse jusqu'ici sans OGM, des informations sur les bénéfices et les risques du génie génétique. Et il est prévu qu'il serve comme base de décision pour la politique future sur les OGM après la fin du moratoire. A peu près 30 projets ont été regroupés dans le programme de recherche, dont neuf qui portent sur la partie la plus controversée du programme – la dissémination de blé transgénique. On espère que les essais apportent des connaissances sur la possibilité de coexistence des diverses formes de cultures. Ce blé est censé avoir une résistance assez haute contre l'oïdium, un champignon qui existe dans une forme similaire chez presque toutes les plantes cultivées. On veut confirmer la résistance développée en laboratoire et observée sous serre dans un essai en plein air de trois ans.

Jusqu'ici, les plans du PNR paraissent assez raisonnables, non?

Malheureusement, on semble oublier que l'oïdium n'est pas un véritable problème si l'on choisit la bonne variété et si on prend soin lors de l'ensemencement. Ainsi, le génie génétique est donc d'abord un pansement superflu pour une méthode de travail peu professionnelle. De plus, on est totalement prêt à courir le risque d'un croisement spontané, et donc d'une mise en danger de l'environnement et surtout de l'agriculture actuelle. Car lors d'un croisement spontané, du pollen des plantes OGM est transféré par des insectes ou du vent sur des plantes normales et les féconde. Les semences qui en résultent peuvent ensuite contenir le patrimoine génétique étranger des plantes transgéniques. Du moment qu'un croisement spontané a eu lieu, le patrimoine génétique peut se disséminer de façon autonome, et l'on ne peut revenir en arrière par aucun moyen connu. Ainsi, le patrimoine génétique de la plante originale se dissémine aussi dans les champs voisins et dans les plantes sauvages de la même famille.

Sur le continent américain, où près

de 90% de toutes les plantes OGM (surtout du soja, mais aussi du colza et du coton) sont cultivées aujourd'hui, les gènes étrangers se sont disséminés sur pratiquement tous les champs en quelques années et ont ainsi rendu impossible la culture biologique. Ceci montre que la coexistence n'est pas envisageable. Si la coexistence du bio et du génie génétique n'a pas été possible dans des pays aussi vastes que le Canada et les Etats-Unis, il n'y a pas besoin de faire des recherches à ce sujet en Suisse. En outre, toutes les plantes (et animaux) sont, par moyen de brevets, propriété de ceux qui les ont développées, le plus souvent des semenciers privés. Si les gènes disséminés par hasard se retrouvent sur le champ d'un paysan ou d'une paysanne, ceux-ci sont automatiquement obligés de payer un prix élevé aux producteurs des plantes brevetées. Les paysans se retrouvent ainsi, sans le vouloir, dans une dépendance envers les semenciers. Le nombre de variétés de cultures disponibles sur le marché, et du coup la diversité et l'adaptabilité des plantes cultivées, diminuent considérablement.

Il est donc clair: les essais en plein air servent pour la recherche d'une technologie qui porte des risques non calculables, rendent les formes de culture précédentes impossibles et rabaisent les paysans aux rangs d'esclaves des multinationales agricoles. C'est pourquoi un tel développement et les essais qui lui sont liés sont intolérables. Afin de s'opposer à ces influences, une CARAVANE A VELO POUR UNE AGRICULTURE PROSPECTIVE ET SOUVERAINE aura lieu du 9 au 24 mai (voir ci-contre). Elle donnera un signe clair d'opposition à cette approche inconsidérée et dangereuse au patrimoine génétique. Seule une agriculture diverse et naturelle sans OGM peut assurer notre alimentation à long terme. C'est pourquoi la caravane à vélo roule de Reckenholz à Pully en mai, à travers la moitié de la Suisse. Elle est une occasion de signaler son opinion, de s'informer, de se mettre en réseau avec des gens et des organisations qui sont critiques envers le génie génétique, et finalement de se bouger de nouveau les jambes blanches et fatiguées de l'hiver. Tout le monde est cordialement invité à soutenir la caravane: participez, aidez, venez voir ou faites des donations!

Anja Ineichen
La Karawane

Plus de détails sur:
www.karawane09.tk

Programme romand de la caravane anti-ogm

- Lundi 18 mai
18:00 Réception
Val de Ruz (Neuchâtel)
- Mardi 19 mai
18:00 Réception
Fribourg, Pont de Zaehringen
- Mercredi 20 mai
9:00 Stand d'information
Fribourg, Marché
- Mercredi 20 mai
18:00 Evénement
Yverdon, Maison Associations
- Jeudi 21 mai
18:00 Evénement d'information
Vallée de Joux
Le Lieu
- Vendredi 22 mai
16:00 Apéritif
Genève, Place des Nations
- Samedi 23 mai
18:00 Réception / Evénement
Lausanne, Espace Autogéré
- Dimanche 24 mai
11:00 Manifestation
Lausanne, Parc Montbenon

Rencontre internationale 15-16-17 mai 2009 à Evolgia, à Cernier (NE) «Laines d'ici et d'ailleurs»

L'ONU a décrété l'année 2009 «année internationale des fibres naturelles». C'est dans ce cadre que s'inscrit notre manifestation. Nous avons saisi cette opportunité pour lancer la réflexion sur l'utilisation durable d'une ressource naturelle qui «pousse» chez nous: la laine.

En Europe, des initiatives sont lancées dans le but de mettre en valeur les laines locales. L'objectif de cette rencontre est de renforcer les liens entre les différents acteurs de la laine, d'échanger nos expériences et de dégager des enseignements pour l'avenir.

Afin de faire de cette rencontre un événement riche en découvertes, des conférences entre autres: «La laine, témoin de la santé du mouton de Bruno Giboudeau, vétérinaire homéopathe, samedi 16 mai à 15h», des expositions dont des animaux lainiers, des ateliers et même un défilé de mode dans un cadre festif seront ouverts au public. C'est avec plaisir que nous vous invitons à participer à cette rencontre ou tout simplement à venir lors d'une présentation qui vous intéresse particulièrement.

Pour plus d'infos:
www.lainesdici.ch

Valérie Thiébaud, Laines d'Ici

CinémaAlimentation cinéma Lux Les Breuleux – 2 mai 2009

14h WE FEED THE WORLD. Documentaire de Erwin Wagenhofer, 2005, 96'. Film choc sur les aberrations de nos habitudes alimentaires!

16h «Qu'entend-on par souveraineté alimentaire?». Conférence de Rudi Berli, secrétaire d'Uniterre.

17h15 LES BLES D'OR, court-métrage de Honorine Périno, 2005, F, 35'. L'art de faire du pain. Comment des boulangers paysans recherchent d'anciennes variétés de blé, expliquent le rôle et l'évolution du gluten, cultivent avec humilité.

17h50 MIEL OU DECONFITURE, court-métrage de D. Auclair, 2008, CH, 28'. Sur toute la planète, les abeilles dépérissent, victimes d'un mal mystérieux.

18h20 Pizzas au feu de bois, fabrication de pain à l'ancienne, soupe à la romaine avec la participation du public.

20h15 C'EST QUOILAVIE? Film de François Dupeyron, 1999, F, 111'. Une fable d'aujourd'hui sur un homme de la terre qui cherche à changer.
Org: Label Terre, CinémaLux, Uniterre
Jura-Jura bernois, Acar régionale.

Rencontre avec les «sans terre» indiens 13 mai à Genève

Une soirée d'information sur le mouvement Ekta Parishad aura lieu le mercredi 13 mai à 20h00 à la Maison des Associations à Genève (salle René Dumont).

Rajagopal, le président de ce mouvement qui compte plus de 200'000 adhérents et rassemble environ 11'000 associations témoignera de l'engagement d'Ekta Parishad et de la situation des paysans sans terre en Inde.

Ce mouvement pour le droit à la terre, également associé à La Via Campesina, défend depuis trente ans les droits de la majorité défavorisée de la population et lutte en faveur de l'accès à la terre, à l'eau et à la forêt, accès qui permettrait enfin aux pauvres des zones rurales de vivre dans la dignité.

Ekta Parishad s'était illustré en 2007, lorsque 25'000 paysans sans-terre avaient entrepris une marche de 350 kilomètres à pied pour rejoindre la capitale, Delhi, afin de présenter leur revendication au gouvernement: la réforme agraire tout de suite! Par cette mobilisation non violente, comme on n'en avait plus vu depuis Gandhi, le mouvement avait réussi à obtenir des engagements du gouvernement en faveur d'une réforme agraire.

Rudi Berli

«Après Kyoto, le déluge?»

Fin 2008, Uniterre a signé l'appel local «pour le climat et la justice sociale». Uniterre et La Via Campesina estiment indispensable que les paysans s'impliquent dans les débats sur le changement climatique. Pour deux raisons: la paysannerie est la première victime des changements climatiques et l'agriculture - particulièrement l'agroindustrie - est un des principaux émetteurs de gaz à effet de serre. Courant 2009, nous participerons à un certain nombre d'événements jusqu'à la tenue, en décembre à Copenhague, de la prochaine conférence de l'ONU sur le climat.

Les changements du climat génèrent des sécheresses inhabituelles, des inondations et des tempêtes, qui s'accompagnent de maladies détruisant les récoltes, les sols, le bétail, et les fermes. Plus les récoltes sont incertaines, plus les prix fluctuent, plus les spéculateurs en profitent. Sans changement d'orientation, nous pouvons nous attendre à ce que des millions d'agriculteurs soient déplacés de leurs terres. Quant aux discussions sur le plan international (Kyoto, Bali, Poznan, Copenhague) il se peut qu'elles débouchent sur des solutions qui feront plus souffrir les familles paysannes que le changement climatique en lui-même...

Une agriculture familiale

Nous pensons que la solution peut provenir d'une agriculture paysanne familiale qui donne la priorité à l'échange local et permet ainsi de réduire les transports. Une agriculture qui est économe en énergie, diversifiée. Ce type d'agriculture, possible en partie grâce aux paiements directs octroyés, est menacée par les pressions multiples que sont l'orientation toujours plus libérale de notre politique agricole et les rapports de force déséquilibrés sur les marchés et le commerce international. Pourtant lorsque l'agriculture paysanne familiale disparaît, elle est remplacée par une agriculture industrielle, qui multiplie les émissions de carbone.

Uniterre veut des politiques qui permette l'existence d'une agriculture durable à échelle humaine, qui requiert une main-d'œuvre plus importante, mais moins d'énergie fossile. Une agriculture qui stocke le CO₂ dans la matière organique des sols et qui promeut des pratiques agronomiques durables. Une agriculture qui se libère peu à peu de la dépendance des intrants chimiques, mais qui ne doit pas être sous pression continue d'une soi-disant compétitivité avec des agricultures qui n'ont pas la même orientation. Il faut également un changement de nos modes de consommation par une distribution juste et équitable des aliments et des biens de première nécessité ainsi qu'une réduction des consommations inutiles (produits jetables, emballages par exemple ou transports superflus).

Des solutions pour réduire l'impact de l'agriculture

Un tiers des émissions total des gaz à effet de serre (oxyde nitreux NO₂ et méthane CH₄) sont de source agricole. Le transport d'aliments d'un continent à l'autre, la monoculture intensive, l'élevage industriel, la destruction des terres et des forêts et l'utilisation trop massive d'intrants chimiques en agriculture font d'elle une activité énergétivore. Et pourtant l'agriculture pourrait devenir bien plus neutre par rapport aux effets sur le climat. La bonne nouvelle c'est qu'en modifiant les pratiques agricoles, l'agriculture pourrait même devenir un puits net de carbone et ainsi contribuer à l'amélioration de la situation climatique. Les mesures qui sont proposées

dans l'hémisphère sud, responsables de vastes défrichements.

- Restaurer les sols dégradés, éviter de convertir les forêts en terres agricoles intensives, réhabiliter les sols organiques drainés ou éviter de drainer des zones humides.

Ces pratiques favorables au climat expliquent en partie que notre agriculture soit «plus chère» que celle de nos voisins. En garantissant qu'une part importante des produits consommés provienne de ce type d'agriculture, le consommateur et le citoyen suisses font un geste direct pour le climat. Il faut donc que ces pratiques agricoles qui permettent de contribuer aux enjeux de la lutte contre le changement climatique puissent perdurer.



En marge du sommet de l'ONU à Bali en 2007.

Photo: Legros/Via Campesina

Revendications internationales

Le bilan des réunions internationales sur le climat est plutôt négatif. Les paysannes et les paysans sont plus menacés par les solutions au changement climatique promues par le business que par le changement climatique lui-même. Après avoir privatisé les semences et l'eau, nos décideurs s'en prennent à l'air...

Il n'est pas admissible que les accords climatiques tournent en accords commerciaux (par exemple crédit carbone, REDD -réduction des émissions dues au déboisement dans les pays en développement- et autres mécanismes). Ce sont des opportunités pour les firmes internationales d'empêcher les familles paysannes d'utiliser la terre pour la production de la nourriture nécessaire à l'alimentation de leurs communautés

et de leur pays. La déforestation, une des causes principales du réchauffement mondial, n'est pas la faute des paysans et des populations indigènes. Pourtant, au sud, des zones naturelles sont tout à coup décrétées «puits de carbone» et privatisées au nom de soi-disant services environnementaux. Ce qui engendre l'expulsion des paysans et communautés indigènes. Les pays industrialisés financent des plantations à large échelle pour «la capture de carbone» tout en se passant ainsi de la nécessité de réduire leur propres émissions. Ce type de mécanismes frisent le néo-colonialisme. Nous achetons notre droit de continuer à polluer. Sans se soucier de l'impact sur les populations locales, notamment les communautés indigènes, les populations paysannes et de pêcheurs. D'autres solutions proposées, tels que les agrocarburants ou la technologie génétique pour que les arbres absorbent plus de carbone, sont mauvaises. Une fois de plus, comme lors des négociations de l'OMC ou lors des rencontres de la FAO, les recettes proposées sont en fait les causes des problèmes. Il est temps de faire des bilans.

Les négociations internationales doivent inclure:

- l'impact du commerce international sur les émissions de carbone et la relocalisation des économies;
- l'impact de l'agriculture industrielle sur le climat et le soutien à l'agriculture paysanne et aux modèles de production agroécologiques;
- une stratégie pour respecter la souveraineté alimentaire des peuples;
- une stratégie pour laisser les carburants fossiles dans le sol, pour diminuer de façon drastique la consommation énergétique et pour développer des énergies renouvelables contrôlées au niveau local;
- une stratégie pour assurer un accès juste pour tous aux biens communs, et plus spécifiquement via des réformes agraires et l'arrêt de la privatisation de l'eau;
- une stratégie pour faire cesser le pillage des ressources du Sud par les pays du Nord tel qu'on le renouvelle depuis l'époque coloniale.

Valentina Hemmeler Maïga